



Photo: Odile Jolys

Mariétou Baldé, exemple de leadership dans le monde rural au Sénégal

par Fatou Faye, chargée de programme
RLS Dakar

Née de parents paysans, Mariétou Baldé est une femme âgée d'une quarantaine d'années, au sourire chaleureux. Elle est actrice de développement et la seule conseillère municipale à Djalambéré, une commune de la région de Kolda. Situé dans le sud du Sénégal, Kolda est la seconde région qui enregistre le taux de chômage le plus élevé au Sénégal, avec une population active qui ne compterait que 32% des femmes¹. La pauvreté y est répandue et rares sont les femmes qui peuvent s'offrir le « luxe » de s'activer dans un petit commerce. Rien ne destinait Mariétou Baldé à l'engagement social et politique. Elle a abandonné l'école à l'âge de douze ans pour devenir bonne au centre-ville de Kolda. Elle s'est mariée à l'âge de seize ans et est aujourd'hui la mère de quatre enfants. Son aîné a vingt-deux ans. Aujourd'hui, en tant que femme

issue du monde rural, ses activités communautaires et politiques couronnées de succès ne laissent pas indifférentes les organisations non gouvernementales et communautaires établies à Kolda. En effet, pour ces dernières, Mariétou Baldé représente un modèle en matière d'autonomisation des femmes dans le monde rural.

Tout est partie en 2013, d'une formation en leadership féminin organisée à Kolda par Tostan². L'objectif était de sensibiliser les femmes sur l'importance de leur apport pratique et financier pour le développement de l'économie de la région mais aussi pour l'affirmation de leur propre personne sur le plan social et politique. C'est ainsi qu'elles ont été formées sur la lutte contre l'excision (pour la protection de l'intégrité physique des femmes), sur

¹ http://www.ansd.sn/ressources/RGPHAE-2013/ressources/doc/pdf/RGPHAE-Rapport-regional_KOLDA_vf.pdf

² <https://www.tostan.org/fr/programmes/ou-nous-travaillons/senegal/>

l'importance de l'accès des femmes au foncier (selon certaines croyances locales la femme ne doit pas posséder ou hériter de la terre), sur les techniques culturelles, sur la transformation de produits locaux en jus, sirops ou confitures (mangues, tomates, pain de singe, lait etc.), sur la prévention et la lutte contre les mariages d'enfants mais surtout le leadership féminin dans le domaine politique (l'accès des femmes aux instances institutionnelles et sociales de prise de décision).

La formation terminée, Mariétou a voulu d'abord mettre en pratique les connaissances qu'elle avait acquises sur le plan agricole pour servir de relais au niveau de son village, Saré Mamadou Aliou, situé à trente-deux kilomètres du centre de Kolda. Elle a commencé par se procurer un terrain d'un hectare sur fonds propres derrière son village pour y semer à la fois des cultures vivrières (haricots, mil etc) et commerciales (maïs). Ce qui lui a permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire de sa famille. Et au fur et à mesure elle a mis en place une unité de transformation laitière en formant à son tour les autres femmes de son village qui partent revendre une partie de la production au marché de Diabé situé à deux cent vingt-quatre kilomètres de Kolda. Avec leurs propres économies, les femmes de Djambéré ont réussi à construire deux salles de classe pour leurs enfants qui auparavant n'allaient pas à l'école et un grand magasin en guise de grenier pour conserver les récoltes de toutes les femmes du village. Elles octroient vingt-cinq francs FCA par jour en guise d'honoraires symboliques à l'enseignant qui gère les deux salles de classe du village.

L'engagement politique de Mariétou en a surpris plus d'un. Grâce à la confiance que lui accordent les femmes de sa commune à travers les partages d'expériences et de bonnes pratiques, elle est devenue la première conseillère municipale de la commune de Djambéré en attendant d'en être la mairesse : c'est la fonction élective à laquelle elle veut se hisser pour se donner les moyens de sortir sa communauté de la pauvreté. En effet, son village et ceux qui l'entourent ne sont reliés au reste du monde ni par des ponts ni par l'électricité encore moins par l'eau potable. Il s'agit de douze villages au sein desquels aucune infrastructure ne manifeste la présence de l'Etat ou de ses démembrements. Ce sont des villages où la tradition et la culture, pas toujours conformément à la législation nationale, ont comblé le vide causé par l'ineffectivité étatique. A tout cela s'ajoutent les risques liés aux déplacements des gens de village en village. En pratique, ce sont des passages guéables sur les rizières qui aident les villageois à se déplacer et la plupart du temps c'est sur des vélos car la commune n'est desservie par aucun moyen de transport public alors qu'il y a d'autres localités de la région de Kolda qui ont pu en bénéficier en se constituant en groupement d'intérêt économique couvert par les mairies de leurs communes respectives. Pour remédier à tous ces manquements et porter la voix des femmes, Mariétou Baldé a décidé de militer pour un parti politique afin de devenir la mairesse de sa commune. Tentative qu'elle n'a pas réussie parce que d'après elle « les hommes de ma communauté savent que les femmes commencent à comprendre l'enjeu politique au sein de notre commune mais au nom d'une culture patriarcale bien ancrée, et sous le regard vigilant des chefs

coutumiers ou religieux, ils ne peuvent me laisser diriger la commune mais cela viendra... ».

Bien qu'elle se soit contentée d'une fonction de conseillère municipale, notamment de présidente de la commission Femmes, elle a réussi à bloquer le budget de la commune de Djambéré qui jusqu'à ce jour est géré par le sous-préfet car le maire n'a proposé d'après elle « rien de significatif pour le développement de la commune en matière d'infrastructures et pour la promotion de l'emploi des jeunes ». Faisant office de matrone dans son village, elle veille à sensibiliser les femmes sur mes méfaits de l'excision pratiquée sur les

filles et en exemple sa dernière fille de huit ans n'a pas été excisée. Elle le dit fièrement mais rien ne l'encourage à aborder le sujet de l'excision devant son mari ou son fils. Parce qu'elle se sent gêné, le sujet reste tabou si elle doit l'aborder en parlant de l'histoire de sa propre personne: elle a aussi été victime de mutilation génitale. C'est un sujet qui n'est jamais soulevé devant les hommes alors qu'en tant que chefs de famille ils sont les seuls à qui l'autorisation est demandée pour l'excision des filles dans cette zone. Cet état de fait suscite de nombreuses interrogations relatives aux droits des femmes sur leur propre corps.

Tous les articles publiés sur ce site ont été écrits de manière indépendante. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Rosa Luxemburg Stiftung